

DEPARTEMENT DU GARD

REPUBLIQUE FRANCAISE



MAIRIE DE SAINT NAZAIRE  
30200

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2019-148**  
**Installation d'une Signalisation Avancée de Passage à Niveau**  
**sur la Voie Communale Chemin du Plan**

Le Maire de la Commune de SAINT NAZAIRE,

**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales;

**Vu** le Code de la Route ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

**CONSIDERANT** qu'il convient d'assurer la sécurité de la circulation routière Chemin du Plan à l'approche du passage à niveau PN 27 (ligne de Givors à Grézan) ;

**ARRÊTE**

**Article 1** – Est instaurée, Chemin du Plan, une signalisation avancée de passage à niveau (voir plan ci-joint).

**Article 2** – La signalisation réglementaire (1 panneau A7 + panonceau M9z) conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sera mise en place à la charge de la commune de Saint-Nazaire.

**Article 3** – Les dispositions définies par l'article 1<sup>er</sup> prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

**Article 4** – Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 5** – Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Nazaire.


**Article 6** – Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes – 16 Avenue Feuchères – 30000 NIMES dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article 7** – Monsieur le Maire de la commune de Saint-Nazaire,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Pont-St-Esprit,  
sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai de recours auprès du tribunal administratif de Nîmes : 2 mois

Envoyé en préfecture le 15/10/2019  
Reçu en préfecture le 15/10/2019  
Affiché le  
ID : 030-213002884-20191011-AR\_2019\_148-AR

Fait à Saint Nazaire,  
Le 11 Octobre 2019  
Le Maire,  
**Mr Gérald MISSOUR**



Copie sera adressée à :

-SNCF Réseau – Maintenance & Travaux - Infrapole Languedoc Roussillon – Unité Voie Est – 1 Boulevard Sergent Triaire – 30011 NIMES Cedex 4

Délai de recours auprès du tribunal administratif de Nîmes : 2 mois